

**No. 48115\***

—  
**France  
and  
Cyprus**

**Agreement on cooperation in the field of defence between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Cyprus. Paris, 28 February 2007**

**Entry into force:** *1 December 2010 by notification, in accordance with article 8*

**Authentic texts:** *French and Greek*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 24 January 2011*

*\*No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

—  
**France  
et  
Chypre**

**Accord de coopération en matière de défense entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre. Paris, 28 février 2007**

**Entrée en vigueur :** *1er décembre 2010 par notification, conformément à l'article 8*

**Textes authentiques :** *français et grec*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 24 janvier 2011*

*\* Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[ FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS ]

**ACCORD DE COOPERATION**

**EN MATIERE DE DEFENSE**

**ENTRE**

**LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE  
FRANCAISE**

**ET**

**LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DE  
CHYPRE**

Le Gouvernement de la République française

et

Le Gouvernement de la République de Chypre,

Ci-après dénommés « les Parties »

Considérant les dispositions de l'accord entre les Etats membres de l'Union européenne relatif au statut du personnel militaire et civil détaché auprès des institutions de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces pouvant être mis à la disposition de l'Union européenne dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions visées à l'article 17, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne, y compris lors d'exercices, et du personnel militaire et civil des Etats membres mis à la disposition de l'Union européenne pour agir dans ce cadre (SOFA UE), signé le 17 novembre 2003,

Tenant compte des intérêts et des activités communs dans le cadre de la Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESD),

Comprenant le besoin de conserver la paix, la sécurité et la coopération civile et militaire en Europe, dans les régions voisines et dans les régions d'intérêt de l'Union européenne (UE),

Confirmant leur soutien aux finalités et aux principes de la Charte des Nations Unies,

Souhaitant la réalisation de la coopération à des fins de défense basée sur l'évolution contemporaine de la science et de la technologie dans les domaines technique et militaire,

Sont convenus de ce qui suit :

## ARTICLE 1

1. Les Parties, développent une coopération militaire et technique dans les domaines déclinés ci-après, en ayant comme objectif de contribuer à assurer la stabilité, à construire la paix et à relever les défis de sécurité contemporains :

- (a) recherches militaires, scientifiques et techniques ;
- (b) échange d'expériences en matière de développement militaire, scientifique, éducatif et technique ;
- (c) domaines de l'armement et des technologies de défense, notamment échanges de connaissances et d'expériences en matière d'équipements de défense, assistance et promotion de partenaires dans le domaine de l'industrie de défense, en accord et dans le cadre des programmes d'achat décidés ;
- (d) formation du personnel des forces armées des deux Parties dans les écoles militaires ;
- (e) échange d'expériences et de connaissances dans les domaines de justice militaire, de législation internationale, de protection de la santé du personnel militaire et de l'environnement lors d'activités militaires ;
- (f) organisation de visites réciproques dans le cadre d'activités à caractère humanitaire, culturel, pédagogique, militaire et sportif des forces armées ainsi que de démonstrations de matériels militaires, de manœuvres et d'exercices à caractère éducatif ;
- (g) échange d'opinions, d'expériences et connaissances, réalisation d'exercices et participation à des opérations de recherche et sauvetage ;
- (h) développement de la coopération dans le cadre de la PESD et notamment en matière d'organisation, entraînement, armements et transport des forces en cas d'opérations militaires de l'UE ;
- (i) facilités et soutien logistique aux forces armées sur demande et accord préalable de l'autre partie ;
- (j) médecine militaire et protection de la santé ;
- (k) tout autre domaine défini par entente mutuelle entre les Parties.

## ARTICLE 2

Pour la mise en œuvre de cet Accord, les Parties préparent et valident tous les deux ans, des programmes de coopération.

Les programmes de coopération comportent la dénomination des activités, leur nature, les dates et le lieu de réalisation, les autorités compétentes et les sources de financement.

La mise en œuvre du présent Accord peut être précisée par voie d'arrangements entre les ministres compétents.

## ARTICLE 3

Les infractions et/ou les dommages causés par les membres du personnel militaire et civil de la Partie d'envoi sur le territoire de la Partie d'accueil, dans le cadre des activités menées aux fins de la mise en œuvre du présent Accord, sont réglés conformément aux dispositions des articles 17 et 18 du SOFA UE visé dans le préambule.

#### **ARTICLE 4**

Chaque Partie prend en charge ses propres coûts de participation aux activités de coopération prévues dans la cadre du présent Accord, à moins que les Parties n'en conviennent autrement.

#### **ARTICLE 5**

Les membres du personnel militaire et civil de la Partie d'envoi ont accès aux soins médicaux et dentaires nécessaires (hors prothèses) auprès du service de santé des armées de la Partie d'accueil, dans les mêmes conditions que pour ses propres personnels. Le coût de ces soins médicaux et dentaires supportés par la Partie d'accueil sont remboursés par la Partie d'origine. Tous les actes médicaux délivrés par les services médicaux d'unité ou de garnison ainsi que les évacuations par moyens militaires sont gratuits.

#### **ARTICLE 6**

1. Les Parties s'engagent à conclure dès que possible un accord général de sécurité qui régira l'échange des informations classifiées entre elles.
2. Jusqu'à la date d'entrée en vigueur de cet accord de sécurité, les règles suivantes sont appliquées :
  - a) les Parties protègent les informations classifiées auxquelles elles pourraient avoir accès dans le cadre du présent Accord en conformité avec leurs lois et règlements nationaux ;
  - b) les informations et documents classifiés sont transmis uniquement par les voies officielles ou par des voies agréées par les services de sécurité désignés par les Parties ;
  - c) aucun équipement reçu dans le cadre du présent Accord ne peut être transféré et aucune information ne peut être diffusée ou divulguée à des tiers, personnes ou entités sans accord écrit préalable de la Partie d'origine.

#### **ARTICLE 7**

Les différends relatifs à l'application ou à l'interprétation du présent Accord sont réglés par voie de négociations entre les Parties.

#### **ARTICLE 8**

1. Chacune des Parties notifie à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord, qui prend effet le premier jour du deuxième mois suivant le jour de réception de la seconde notification.

2. Le présent Accord est conclu pour une durée de dix (10) ans, renouvelables pour des périodes identiques par tacite reconduction.

3. Le présent Accord peut être amendé à tout moment, d'un commun accord écrit entre les Parties, notamment en fonction des mesures qui seraient adoptées dans le cadre d'un règlement global de la question chypriote, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

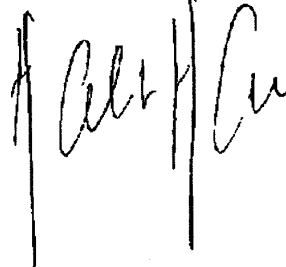
4. Les Parties peuvent d'un commun accord écrit mettre fin au présent Accord. Le présent Accord peut être dénoncé à la demande d'une Partie sous réserve d'un préavis de six (6) mois.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_, en deux exemplaires en langues française et grecque, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement  
de la République française



Pour le Gouvernement  
de la République de Chypre



[ GREEK TEXT – TEXTE GREC ]

**ACCORD DE COOPERATION**

**EN MATIERE DE DEFENSE**

**ENTRE**

**LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE  
FRANCAISE**

**ET**

**LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DE  
CHYPRE**

Le Gouvernement de la République française

et

Le Gouvernement de la République de Chypre,

Ci-après dénommés « les Parties »

Considérant les dispositions de l'accord entre les Etats membres de l'Union européenne relatif au statut du personnel militaire et civil détaché auprès des institutions de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces pouvant être mis à la disposition de l'Union européenne dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions visées à l'article 17, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne, y compris lors d'exercices, et du personnel militaire et civil des Etats membres mis à la disposition de l'Union européenne pour agir dans ce cadre (SOFA UE), signé le 17 novembre 2003,

Tenant compte des intérêts et des activités communs dans le cadre de la Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESD),

Comprenant le besoin de conserver la paix, la sécurité et la coopération civile et militaire en Europe, dans les régions voisines et dans les régions d'intérêt de l'Union européenne (UE),

Confirmant leur soutien aux finalités et aux principes de la Charte des Nations Unies,

Souhaitant la réalisation de la coopération à des fins de défense basée sur l'évolution contemporaine de la science et de la technologie dans les domaines technique et militaire,

Sont convenus de ce qui suit :



## ARTICLE 1

1. Les Parties, développent une coopération militaire et technique dans les domaines déclinés ci-après, en ayant comme objectif de contribuer à assurer la stabilité, à construire la paix et à relever les défis de sécurité contemporains :

- (a) recherches militaires, scientifiques et techniques ;
- (b) échange d'expériences en matière de développement militaire, scientifique, éducatif et technique ;
- (c) domaines de l'armement et des technologies de défense, notamment échanges de connaissances et d'expériences en matière d'équipements de défense, assistance et promotion de partenaires dans le domaine de l'industrie de défense, en accord et dans le cadre des programmes d'achat décidés ;
- (d) formation du personnel des forces armées des deux Parties dans les écoles militaires ;
- (e) échange d'expériences et de connaissances dans les domaines de justice militaire, de législation internationale, de protection de la santé du personnel militaire et de l'environnement lors d'activités militaires ;
- (f) organisation de visites réciproques dans le cadre d'activités à caractère humanitaire, culturel, pédagogique, militaire et sportif des forces armées ainsi que de démonstrations de matériels militaires, de manœuvres et d'exercices à caractère éducatif ;
- (g) échange d'opinions, d'expériences et connaissances, réalisation d'exercices et participation à des opérations de recherche et sauvetage ;
- (h) développement de la coopération dans le cadre de la PESD et notamment en matière d'organisation, entraînement, armements et transport des forces en cas d'opérations militaires de l'UE ;
- (i) facilités et soutien logistique aux forces armées sur demande et accord préalable de l'autre partie ;
- (j) médecine militaire et protection de la santé ;
- (k) tout autre domaine défini par entente mutuelle entre les Parties.

## ARTICLE 2

Pour la mise en œuvre de cet Accord, les Parties préparent et valident tous les deux ans, des programmes de coopération.

Les programmes de coopération comportent la dénomination des activités, leur nature, les dates et le lieu de réalisation, les autorités compétentes et les sources de financement.

La mise en œuvre du présent Accord peut être précisée par voie d'arrangements entre les ministres compétents.

## ARTICLE 3

Les infractions et/ou les dommages causés par les membres du personnel militaire et civil de la Partie d'envoi sur le territoire de la Partie d'accueil, dans le cadre des activités menées aux fins de la mise en œuvre du présent Accord, sont réglés conformément aux dispositions des articles 17 et 18 du SOFA UE visé dans le préambule.

#### ARTICLE 4

Chaque Partie prend en charge ses propres coûts de participation aux activités de coopération prévus dans la cadre du présent Accord, à moins que les Parties n'en conviennent autrement.

#### ARTICLE 5

Les membres du personnel militaire et civil de la Partie d'envoi ont accès aux soins médicaux et dentaires nécessaires (hors prothèses) auprès du service de santé des armées de la Partie d'accueil, dans les mêmes conditions que pour ses propres personnels. Le coût de ces soins médicaux et dentaires supportés par la Partie d'accueil sont remboursés par la Partie d'origine. Tous les actes médicaux délivrés par les services médicaux d'unité ou de garnison ainsi que les évacuations par moyens militaires sont gratuits.

#### ARTICLE 6

1. Les Parties s'engagent à conclure dès que possible un accord général de sécurité qui régira l'échange des informations classifiées entre elles.

2. Jusqu'à la date d'entrée en vigueur de cet accord de sécurité, les règles suivantes sont appliquées :

- a) les Parties protègent les informations classifiées auxquelles elles pourraient avoir accès dans le cadre du présent Accord en conformité avec leurs lois et règlements nationaux ;
- b) les informations et documents classifiés sont transmis uniquement par les voies officielles ou par des voies agréées par les services de sécurité désignés par les Parties ;
- c) aucun équipement reçu dans le cadre du présent Accord ne peut être transféré et aucune information ne peut être diffusée ou divulguée à des tiers, personnes ou entités sans accord écrit préalable de la Partie d'origine.

#### ARTICLE 7

Les différends relatifs à l'application ou à l'interprétation du présent Accord sont réglés par voie de négociations entre les Parties.

#### ARTICLE 8

1. Chacune des Parties notifie à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord, qui prend effet le premier jour du deuxième mois suivant le jour de réception de la seconde notification.


2. Le présent Accord est conclu pour une durée de dix (10) ans, renouvelables pour des périodes identiques par tacite reconduction.

3. Le présent Accord peut être amendé à tout moment, d'un commun accord écrit entre les Parties, notamment en fonction des mesures qui seraient adoptées dans le cadre d'un règlement global de la question chypriote, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

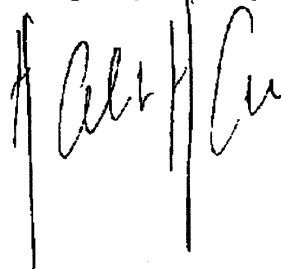
4. Les Parties peuvent d'un commun accord écrit mettre fin au présent Accord. Le présent Accord peut être dénoncé à la demande d'une Partie sous réserve d'un préavis de six (6) mois.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_, en deux exemplaires en langues française et grecque, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement  
de la République française



Pour le Gouvernement  
de la République de Chypre



**ΣΥΜΦΩΝΙΑ**

**ΜΕΤΑΞΥ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ ΤΗΣ ΓΑΛΛΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

**ΚΑΙ**

**ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ ΤΗΣ ΚΥΠΡΙΑΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

**ΓΙΑ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ**

**ΣΕ ΘΕΜΑΤΑ ΑΜΥΝΑΣ**

Η Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας

και

Η Κυβέρνηση της Κυπριακής Δημοκρατίας,

εφεξής τα Μέρη,

Εκτιμώντας τις διατάξεις της Συμφωνίας μεταξύ των Κρατών μελών της Ευρωπαϊκής Ένωσης σχετικά με το καθεστώς του στρατιωτικού και πολιτικού προσωπικού του απασπασμένου στα όργανα της Ευρωπαϊκής Ένωσης, των αρχηγείων και δυνάμεων που μπορεί να τίθενται στη διάθεση της Ευρωπαϊκής Ένωσης στα πλαίσια της προετοιμασίας και της εκτέλεσης των καθηκόντων που αναφέρονται στο άρθρο 17, παράγραφος 2 της Συνθήκης για την Ευρωπαϊκή Ένωση, συμπεριλαμβανομένων των ασκήσεων, και του στρατιωτικού και πολιτικού προσωπικού των κρατών μελών που τίθεται στη διάθεση της Ευρωπαϊκής Ένωσης για να ενεργεί στη συνάρτηση αυτή (συμφωνία SOFA της ΕΕ), που υπογράφηκε στις 17 Νοεμβρίου 2003,

Λαμβάνοντας υπόψη τα κοινά συμφέροντα και τις κοινές δραστηριότητες στα πλαίσια της Ευρωπαϊκής Πολιτικής Ασφάλειας και Άμυνας (ΕΠΑΑ),

Κατανοώντας την ανάγκη διατήρησης της ειρήνης, της ασφάλειας και της πολιτικο-στρατιωτικής συνεργασίας στην Ευρώπη, στις γεινιάζουσες περιοχές και στις περιοχές ενδιαφέροντος της Ευρωπαϊκής Ένωσης (ΕΕ),

Επιβεβαιώνοντας την υποστήριξη τους προς τους σκοπούς και τις αρχές της Χάρτας των Ηνωμένων Εθνών,

Επιθυμώντας την υλοποίηση της συνεργασίας για σκοπούς άμυνας με βάση τα σύγχρονα επιτεύγματα της επιστήμης και της τεχνολογίας στο στρατιωτικό και τεχνικό τομέα,

Συμφώνησαν τα εξής:

### **ΑΡΘΡΟ 1**

1. Τα Μέρη, έχοντας ως στόχο να συνεισφέρουν στη διασφάλιση της σταθερότητας, την οικοδόμηση της ειρήνης και την αντιμετώπιση των σύγχρονων προκλήσεων στον τομέα της ασφάλειας, αναπτύσσουν μια στρατιωτική και τεχνική συνεργασία στους πιο κάτω τομείς:

- (α) έρευνες στρατιωτικού, επιστημονικού και τεχνικού χαρακτήρα,
- (β) ανταλλαγή εμπειριών σε θέματα στρατιωτικής, επιστημονικής, εκπαιδευτικής και τεχνικής ανάπτυξης,
- (γ) τομείς εξοπλισμών και αμυντικής τεχνολογίας, και ειδικότερα ανταλλαγή γνώσεων και εμπειριών σε θέματα αμυντικών εξοπλισμών, υποστήριξη και προώθηση των εταιρών στον τομέα της αμυντικής βιομηχανίας, σύμφωνα και μέσα στα πλαίσια των προγραμμάτων προμήθειας που συμφωνήθηκαν,

(δ) εκπαίδευση προσωπικού των Ενόπλων Δυνάμεων των δύο Μερών στις στρατιωτικές σχολές,

(ε) ανταλλαγή εμπειριών και γνώσεων σε θέματα στρατιωτικής δικαιοσύνης, διεθνούς νομοθεσίας, προστασίας της υγείας του στρατιωτικού προσωπικού και του περιβάλλοντος κατά τη διεξαγωγή στρατιωτικών δραστηριοτήτων,

(στ) οργάνωση αμοιβαίων επισκέψεων στα πλαίσια ανθρωπιστικών, πολιτιστικών, παιδαγωγικών, στρατιωτικών και αθλητικών δραστηριοτήτων των Ενόπλων Δυνάμεων, καθώς και επιδείξεων στρατιωτικού υλικού και στρατιωτικών δραστηριοτήτων και ασκήσεων εκπαιδευτικού χαρακτήρα,

(ζ) ανταλλαγή απόψεων, εμπειριών και γνώσεων καθώς και πραγματοποίηση ασκήσεων και συμμετοχή σε επιχειρήσεις στον τομέα της Έρευνας- Διάσωσης,

(η) ανάπτυξη συνεργασίας στα πλαίσια της ΕΠΑΑ και ιδιαίτερα σε θέματα οργάνωσης, εκπαίδευσης, εξοπλισμών και μεταφοράς δυνάμεων σε περίπτωση στρατιωτικών επιχειρήσεων της ΕΕ,

(θ) διευκολύνσεις και υλικοτεχνική υποστήριξη σε ένοπλες δυνάμεις, κατόπιν αίτησης και προηγούμενης έγκρισης από το άλλο Μέρος,

(ι) στρατιωτική ιατρική και προστασία της υγείας,

(ια) κάθε άλλος τομέας που αμοιβαία καθορίζεται από τα Μέρη.

## **ΑΡΘΡΟ 2**

Για την υλοποίηση αυτής της Συμφωνίας, τα Μέρη θα ετοιμάζουν και επικυρώνουν ανά διετία προγράμματα συνεργασίας.

Τα προγράμματα συνεργασίας θα περιλαμβάνουν την ονομασία των δραστηριοτήτων, τη φύση αυτών, την ημερομηνία και τον τόπο πραγματοποίησης, τις αρμόδιες αρχές και τις πηγές χρηματοδότησης.

Η υλοποίηση της παρούσας Συμφωνίας μπορεί να διευκρινιστεί μέσω διευθετήσεων από τους αρμόδιους Υπουργούς.

## **ΑΡΘΡΟ 3**

Οι παραβάσεις και/ή οι βλάβες που προκαλούνται από το στρατιωτικό ή πολιτικό προσωπικό του αποστέλλοντος Μέρους στην επικράτεια του φιλοξενούντος Μέρους, στα πλαίσια των δραστηριοτήτων που εκτελούνται με σκοπό την υλοποίηση της παρούσας Συμφωνίας, διευθετούνται σύμφωνα με τις διατάξεις των άρθρων 17 και 18 της συμφωνίας SOFA της ΕΕ που αναφέρεται στο προσοίμιο.

**ΑΡΘΡΟ 4**

Το κάθε Μέρος αναλαμβάνει τα δικά του έξοδα συμμετοχής στις δραστηριότητες της συνεργασίας όπως αυτές προβλέπονται στα πλαίσια της παρούσας Συμφωνίας, εκτός εάν τα Μέρη έχουν συμφωνήσει διαφορετικά.

**ΑΡΘΡΟ 5**

Τα μέλη του στρατιωτικού και του πολιτικού προσωπικού του αποστέλλοντος Μέρους έχουν πρόσβαση στην απαιτούμενη ιατρική και οδοντιατρική περίθαλψη (εκτός προσθετικής) που παρέχεται από τις υγειονομικές υπηρεσίες των σωμάτων στρατού του φιλοξενούντος Μέρους, υπό τους ίδιους όρους με αυτούς που εφαρμόζει για το δικό του προσωπικό. Το κόστος της εν λόγω ιατρικής και οδοντιατρικής περίθαλψης με το οποίο επιβαρύνεται το Φιλοξενούν Μέρος, του επιστρέφεται από το Μέρος προέλευσης. Όλες οι ιατρικές πράξεις που παρέχονται από ιατρικές υπηρεσίες μονάδας ή στρατοπέδου καθώς και οι διακομιδές με στρατιωτικά μέσα παρέχονται δωρεάν.

**ΑΡΘΡΟ 6**

1. Τα Μέρη δεσμεύονται να συνάψουν, το συντομότερο, μια γενική συμφωνία ασφαλείας που θα διέπει την ανταλλαγή διαβαθμισμένων πληροφοριών μεταξύ τους.

2. Μέχρι την ημερομηνία που θα τεθεί σε εφαρμογή η εν λόγω Συμφωνία ασφαλείας, θα εφαρμόζονται οι ακόλουθοι κανόνες:

(α) Τα Μέρη θα προστατεύουν τις διαβαθμισμένες πληροφορίες στις οποίες θα μπορούσαν να έχουν πρόσβαση στα πλαίσια της παρούσας Συμφωνίας σύμφωνα με τους εθνικούς νόμους και κανονισμούς.

(β) Τα διαβαθμισμένα έγγραφα και πληροφορίες διαβιβάζονται μόνο μέσω της επίσημης οδού ή μέσω οδών που διαπιστεύονται από τις υπηρεσίες ασφαλείας οι οποίες καθορίστηκαν από τα Μέρη.

(γ) Κανένας εξοπλισμός που λήφθηκε στα πλαίσια της παρούσας Συμφωνίας δεν μπορεί να μεταφερθεί και καμία πληροφορία δεν μπορεί να διαβιβασθεί ή να αποκαλυφθεί σε τρίτους, άτομα ή οντότητες, χωρίς την προηγούμενη γραπτή έγκριση του Μέρους προέλευσης.

**ΑΡΘΡΟ 7**


Οι διαφορές στον τρόπο εφαρμογής ή ερμηνείας της παρούσας Συμφωνίας θα επιλύονται από τα Μέρη μέσω διαπραγματεύσεων.

**ΑΡΘΡΟ 8**

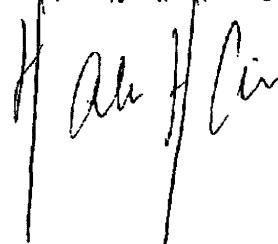
1. Καθένα από τα Μέρη κοινοποιεί στο άλλο την ολοκλήρωση των απαιτούμενων συνταγματικών διαδικασιών που το αφορούν για να τεθεί σε ισχύ η παρούσα Συμφωνία, η οποία ενεργοποιείται την πρώτη μέρα του δεύτερου μήνα από την ημέρα παραλαβής της δεύτερης γραπτής ειδοποίησης.
2. Η παρούσα Συμφωνία συνομολογείται για διάρκεια δέκα (10) ετών και θα ανανεώνεται σιωπηρά για την ίδια χρονική περίοδο.
3. Η παρούσα Συμφωνία μπορεί να τροποποιηθεί, ανά πάσα στιγμή, με τη γραπτή από κοινού συγκατάθεση των Μερών, ιδιαίτερα σε σχέση με τα μέτρα που θα μπορούσαν να υιοθετηθούν στα πλαίσια μιας συνολικής λύσης του Κυπριακού ζητήματος, σύμφωνα με τα σχετικά ψηφίσματα του Συμβουλίου Ασφαλείας των Ηνωμένων Εθνών.
4. Τα Μέρη μπορούν να τερματίσουν την παρούσα Συμφωνία κατόπιν κοινής γραπτής απόφασης. Η παρούσα Συμφωνία μπορεί να τερματισθεί κατόπιν αίτησης ενός Μέρους υπό την αίρεση προειδοποίησης έξι μηνών.

Συντάχθηκε στ. ...., στις ....., σε δύο εξίσου αυθεντικά κείμενα, στη Γαλλική και Ελληνική γλώσσα.

Για την Κυβέρνηση της  
Γαλλικής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση της  
Κυπριακής Δημοκρατίας





[TRANSLATION – TRADUCTION]

I-48115, Job No. 12-50177

Agreement on Cooperation  
in the Field of Defence  
between  
the Government of the French Republic  
and  
the Government of the Republic of Cyprus

The Government of the French Republic

and

The Government of the Republic of Cyprus,

Hereinafter referred to as "the Parties",

Considering the provisions of the Agreement between the Member States of the European Union concerning the status of military and civilian staff seconded to the institutions of the European Union, of the headquarters and forces which may be made available to the European Union in the context of the preparation and execution of the tasks referred to in article 17 (2) of the Treaty on European Union, including exercises, and of the military and civilian staff of the Member States put at the disposal of the European Union to act in this context (EU SOFA), signed on 17 November 2003,

Taking into account common interests and activities in the context of Common European Security and Defence Policy (CESDP),

Understanding the need to preserve peace, security and civilian and military cooperation in Europe, in neighbouring regions and in regions of interest to the European Union (EU),

Confirming their support for the purposes and principles of the Charter of the United Nations,

Desiring to achieve cooperation for the purposes of defence based on contemporary technical and military developments in science and technology,

Have agreed as follows:

#### Article 1

1. The Parties shall develop military and technical cooperation in the following fields with the aim of helping to ensure stability, build peace and meet contemporary security challenges:

- (a) military, scientific and technical research;
- (b) exchange of experience relating to military, scientific, educational and technical development;
- (c) weaponry and defence technologies, in particular exchange of knowledge and experience relating to defence equipment, assistance and promotion of partners in the defense industry, in agreement and within the framework of procurement programmes decided upon;

- (d) training of staff of the armed forces of both Parties in military schools;
- (e) exchange of experience and knowledge relating to military justice, international legislation, health protection of military personnel and environmental protection during military activities;
- (f) organization of reciprocal visits in the context of humanitarian, cultural, educational, military and sports activities of the armed forces and demonstrations of military hardware, manoeuvres and educational exercises;
- (g) exchange of opinions, experience and knowledge, conduct of exercises and participation in search and rescue operations;
- (h) development of cooperation in the context of CESDP, particularly in regard to organization, training, arms and transportation of forces in the case of EU military operations;
- (i) facilities and logistics support for armed forces on request and with the prior agreement of the other Party;
- (j) military medicine and health protection;
- (k) any other field defined by mutual agreement between the Parties.

## Article 2

For the implementation of this Agreement, the Parties shall prepare and approve cooperation programmes every two years.

The activities to be carried out, their dates and location, the competent authorities and sources of financing shall be identified in the cooperation programmes.

Arrangements may be made between the ministers concerned to define more precisely the scope of this Agreement.

## Article 3

Offences committed and/or damage caused by members of the military and civilian staff of the sending Party within the territory of the receiving Party, in the context of activities under this Agreement, shall be dealt with in accordance with the provisions of articles 17 and 18 of the EU SOFA referred to in the preamble.

## Article 4

Each Party shall bear its own costs of participating in the cooperation activities provided for under this Agreement, unless otherwise agreed by the Parties.

#### Article 5

Members of the military and civilian staff of the sending Party shall have access to necessary medical and dental care (with the exception of prostheses) from the army health service of the receiving Party, under the same conditions as for its own staff. The cost of such medical and dental care borne by the receiving Party shall be reimbursed by the sending Party. All medical acts provided by unit or garrison medical services as well as military evacuations shall be free of charge.

#### Article 6

1. The Parties undertake to conclude as soon as possible a general security agreement to govern the exchange of classified information between them.
2. Until the date of entry into force of this security agreement, the following rules shall be applied:
  - (a) the Parties shall protect any classified information to which they have access under this Agreement in accordance with their domestic laws and regulations;
  - (b) classified information and documents shall be transmitted solely through official channels or through channels approved by security services designated by the Parties;
  - (c) no equipment received under this Agreement may be transferred and no information may be disseminated or disclosed to any third party or to unauthorized persons or entities without the prior written agreement of the sending Party.

#### Article 7

Any dispute concerning the application or interpretation of this Agreement shall be resolved through negotiations between the Parties.

#### Article 8

1. Each of the Parties shall notify the other of the completion of the constitutional procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall take effect on the first day of the second month following the date of the second notification.
2. This Agreement shall be concluded for a period of 10 years, renewable by tacit consent for further periods of 10 years.

3. This Agreement may be amended at any time, by mutual agreement in writing between the Parties, particularly in the light of any measures that may be adopted within the framework of a comprehensive settlement of the Cyprus question, in accordance with the relevant resolutions of the United Nations Security Council.

4. The Parties may terminate this Agreement by mutual agreement. This Agreement may be terminated at the request of either Party subject to six months' prior notice.

DONE at , on , in two copies in the French and Greek languages, both texts being equally authoritative.

For the Government of the French Republic

[Signed]

For the Government of the Republic of Cyprus

[Signed]

-----